MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE
Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2023-356** **31/05/2023**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 17

Objet : Appel à candidature : Mobilité fil de l'eau_Opérateurs (FAM; ASP;DGAMPA; SGAE;ONF;ANSES) 17 postes

Plusieurs postes sont offerts à la « mobilité fil de l'eau_Opérateurs » ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

FranceAgriMer :

- 1 poste de gestionnaire instruction liquidation
Date limite de candidature : 30/06/2023

Agence de Services et de Paiement:

- 1 poste d'analyste exploitation
Date limite de candidature : 01/07/2023

- 1 poste de gestionnaire référent.e FEADER
Date limite de candidature : 01/07/2023

- 1 poste de gestionnaire référent.e SAFI
Date limite de candidature : 22/06/2023

Direction générale des affaires maritimes, des pêches et de l'aquaculture :

- 1 poste de chargé.e de mission encadrement des organisations de producteurs et gestion des risques
Date limite de candidature : 29/06/2023

- 1 poste de chargé.e d'exploitation du SI maritime pêche et aquaculture
Date limite de candidature : 29/06/2023

- 1 poste de chargé.e de mission aquaculture - Gestion des risques et encadrement des organisations de producteurs
Date limite de candidature : 29/06/2023

- 1 poste de chargé.e de mission « Négociations de pêche eaux européennes - Brexit»
Date limite de candidature : 29/06/2023

- 1 poste de chef.fe de projet assistance à maîtrise d'ouvrage SI pêche
Date limite de candidature : 29/06/2023

- 1 poste de chef.fe de projet « Licence et Pays tiers »
Date limite de candidature : 29/06/2023

- 1 poste de chargé.e de mission mesures d'accompagnement arrêt temporaire, plan d'accompagnement individuel, licences Brexit
Date limite de candidature : 29/06/2023

Mise à disposition auprès du SGAE :

- 1 poste d'adjoint.e auprès du chef de bureau EEC (Energie, Environnement, Climat) en charge des questions d'environnement
Date limite de candidature : 30/06/2023

Office national des forêts:

- 1 poste de directeur.rice agence
Date limite de candidature : 24/06/2023

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail :

- 1 poste de directeur.rice du laboratoire de santé animale
Date limite de candidature : 16/06/2023

- 1 poste de coordinateur.rice d’expertises scientifiques sur les substances chimiques
Date limite de candidature : 16/06/2023

- 1 poste de coordinateur.rice d’expertise en évaluation des risques sanitaires liés à l’air
Date limite de candidature : 16/06/2023

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire Instruction liquidation pour les dispositifs CERTIVETO, CERTIPHYTO et Aide aux plus démunis

Direction des Interventions / Service Marchés, Certificats et Qualité /
Unité Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie

N° appel à candidature : 23596	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 2 si corps des secrétaires administratifs ou des techniciens supérieurs**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant – prise de fonction dès que possible	**Localisation :** **12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;

- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019.

Dans le cadre de ses missions, l'unité « Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie » de la Direction des interventions de FranceAgriMer est chargée de la délivrance, du suivi et de l'apurement des certificats UE import/export, de CERTIVETO (support technique financement national), de CERTIPHYTO (support technique délivrance diplôme), des contingents de meunerie ainsi que l'achat et le transport, par l'intermédiaire de marchés publics, des denrées destinées aux associations caritatives qui en assurent la distribution auprès des bénéficiaires de l'aide alimentaire.

L'unité est composée de 4 pôles regroupant 23 agents, dont 8 affectés au pôle « Certificats et Meunerie » et 13 affectés au dispositif « Aide Alimentaire ».

Le pôle « Certificats et Meunerie » est composé de 2 cellules, à savoir : la cellule « Certificats Import/Export » et la cellule « CERTIPHYTO, CERTIVETO et contingents meunerie ». Le dispositif « Aide alimentaire » est composé de 3 pôles, à savoir « Marché achat de denrées », « Marché transport et logistique » et « Appel d'offres et qualité des denrées » travaillant en étroite collaboration. Le poste est rattaché au pôle « Certificats et Meunerie ».

Objectifs du poste

Le poste consiste à assurer :

- La gestion de l'aide alimentaire sur le budget national et communautaire (livraison et stockage d'environ 80 000 tonnes par an de denrées en France et dans les DOM) ;
- La gestion des dispositifs CERTIPHYTO et CERTIVETO en exécutant les procédures mises en place dans l'unité.

De plus, il est demandé d'apporter, en tant que de besoin, un soutien en gestion sur les dispositifs mis en œuvre dans le pôle et l'unité.

Missions et activités principales :

Certivéto :

- Enregistrer les vétérinaires agréés, les payer une fois par mois, émettre les demandes de paiement auprès des opérateurs qui ont eu recours aux vétérinaires pour exporter leurs animaux vivants, gérer leurs cautions (Certivéto).

Certiphyto :

- Contribuer au fonctionnement de l'applicatif CERTIPHYTO en lien avec le service informatique de FranceAgriMer (délivrance d'une attestation de compétence pour toutes les personnes qui manipulent ou vendent des produits phytosanitaires et celles qui donnent des conseils relatifs à leur utilisation).
- Participer à la mise à jour des référentiels et à la gestion des flux entre les différents intervenants impliqués dans la délivrance des certificats CERTIPHYTO (Usagers, DRAAF, FAM et Servicepublic.fr).
- Répondre aux questions des usagers.

Aide aux plus démunis :

- Gestion et instruction des factures de denrées ou de transport pour leur mise au paiement : contrôle et suivi administratifs des pièces justificatives des factures, soit des bons de livraisons et des analyses sanitaires pour les produits qui le nécessitent ;
- Rédaction de courriers avec le constat des anomalies constatées lors de l'instruction et annonçant les pénalités définies au marché, le cas échéant ;
- Elaboration et transmission des demandes d'aide à la Commission Européenne pour financer l'aide.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Relations fonctionnelles du poste :

- Attributaires des marchés de l'aide alimentaire, associations caritatives.
- Les agents de la cellule et de l'unité ;
- Les services support sollicités pour les missions de l'unité (service financier, service juridique, Agence comptable, service informatique, etc.) ;
- Les professionnels des filières concernées ;
- Correspondants Certiphyto en DRAAF/DAAF ;
- Ministère de l'agriculture (DGAL et DGER) et DILA.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance des procédures administratives et de la réglementation régissant les mesures gérées.
- Connaissance de l'organisation de l'établissement, de son environnement administratif.

Dans le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour s'approprier le domaine d'intervention et sa réglementation.

Savoir-faire / Maîtrise

- Maitrise des procédures.
- Maitrise des logiciels bureautiques usuels et connaissances des applicatifs métiers.
- Adaptation aux différentes mesures.
- Maitrise de la relation avec un tiers.
- Rendre compte.

.Savoir être :

- Adaptabilité.
- Bonne communication.
- Rigueur.
- Réactivité.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat validé en cas de candidature de contractuel

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières.

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Personnes à contacter

Mélanie GUITARD – Direction des interventions

Tel : 01.73.30.22.29 – melanie.guitard@franceagrimer.fr

Savério STASSI – Direction des Interventions

Tél : 01.73.30.27.54 – saverio.stassi@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE - Chargée de mission recrutement

Tél. : 01.73.30.22.35 - Mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30 JUIN 2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Analyste Exploitation

(H/F)

L09262

Localisation : Limoges

Statut : Titulaire Cat A

Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro : 1

Niveau d'études : Bac +3

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Vous assurerez l'industrialisation, la validation technique, le déploiement des livrables et l'exploitation niveau 2 sur les applications du pôle.
Afin de garantir une qualité de service optimale, vous participerez à l'amélioration continue des processus et outils d'exploitation.
Cette mission s'effectuera dans le respect de la PSSI de l'établissement (ISO 27001).

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Vous rejoindrez la Direction du numérique et des systèmes d'information (DNSI). Elle a en charge la construction, l'administration, l'exploitation et le maintien en condition opérationnelle du système d'information de l'ASP. Cette direction accompagne la transformation digitale de l'ASP (dématérialisation, agilité, DevOps, API, mobilité, data science, cloud, cybersécurité).
Au sein de la sous-direction des produits (fabrication et maintenance en condition opérationnelle), le service Exploitation et DevOps a pour objectif d'automatiser et de faciliter la mise en production, la maintenance des applications et la production au quotidien afin d'améliorer la qualité et les délais de mise en ligne.

MISSIONS

INDUSTRIALISATION, VALIDATION TECHNIQUE, DEPLOIEMENT ET EXPLOITATION NIVEAU 2

- Ordonnancer des traitements par lots, préparer les sauvegardes
- Participer à la mise en place des méthodes DevOps sur les applications
- Vérifier l'exploitabilité (traces, reprises sur incident), tester les performances
- Supervision les traitements par lots, les interfaces applicatives et les flux pour assurer le bon fonctionnement du transactionnel
- Déployer les livrables applicatifs dans les différents environnements

AMELIORATION CONTINUE

- Etudier et Présenter les axes d'amélioration pour l'exploitation des services (gestion des évènements, demandes de travaux et incidents; base de connaissance; catalogue de services; ...)
- Prototyper et déployer les améliorations validées par l'équipe et le responsable hiérarchique

PSSI (ISO 27001)

→ Dans son domaine de compétences et de manière transverse, mettre en œuvre et appliquer la PSSI de l'établissement

COLLABORATION

→ Travailler en collaboration avec le chapitre «Infrastructure & Cloud».



CHAMP RELATIONNEL

Vous travaillerez en étroite collaboration avec :

→ Les différentes unités de travail,
→ Les directions régionales de l'agence,
→ Le siège avec les directions métiers/support,
→ Les partenaires externes intervenant sur les différents projets de la direction.

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

→ Outils d'intégration continue et de conteneurisation (Jenkins, Git, Kubernetes)
→ Langages de scripting : Shell, Bash, PowerShell…
→ Environnements Linux, Unix, Windows
→ Méthodes DevOps
→ Connaissances SGBD et requêtage (Oracle, PostgreSQL, …)
→ Suivi de projet (migrations techniques, industrialisation)
→ Reporting



SAVOIR-FAIRE

→ Adaptabilité
→ Travail en équipe agile
→ Force de proposition
→ Communication
→ Gestion de la qualité et sécurité (normes)



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à :

Contact RH

mobilite@asp-public.fr

Service Parcours Professionnels

Sandrine NARAIN

Tél : 05 55 12 02 59
sandrine.narain@asp-public.fr

Chargée d'action RH
DNSI /SAFRH

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Gestionnaire Référent FEADER (H/F) Poste : R27007

Localisation : Direction régionale Normandie – Site de Caen

Statut : Titulaire Cat. B
Sous réserve de vacance de poste (SRVP)

Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : Sans objet

Niveau d'études : Bac +2

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Sous la responsabilité de la cheffe de service, la personne recrutée assurera la fonction d'assistant technique sur les outils de gestion du FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural). Elle aura également en charge la réalisation de l'audit initial du descriptif détaillé des systèmes de gestion et de contrôle (DSGC) nécessaire au déploiement de la nouvelle programmation FEADER et la gestion des contrôles administratifs FEADER relevant du périmètre de la Région Normandie.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez le service agriculture développement rural et pêche (SADRP) de la Direction régionale Normandie qui assure le paiement d'aides cofinancées par les fonds européens FEADER-HSIGC et FEAMPA.

Le service compte 7 agents titulaires, renforcés par des contractuels pendant les périodes de forte activité.

Le poste est placé sous la responsabilité de la cheffe du service agriculture développement rural et pêche.

MISSIONS

- Pour le FEADER/précédente programmation :

- assure la fonction d'assistant technique auprès des utilisateurs internes et externes des outils de gestion du RDR3 (Osiris,…)

- réalise les contrôles administratifs sur l'ensemble des mesures propres au FEADER régionalisé

- vient en appui sur la réalisation des paiements des aides nationales et FEADER

- Pour le FEADER/nouvelle programmation :

- met en œuvre l'audit initial du descriptif détaillé des systèmes de gestion et de contrôle (DSGC) de la Région Normandie puis les audits annuels et thématiques menés par le service

- participe aux groupes de travail pour le déploiement de l'assistance technique RDR4

CHAMP RELATIONNEL

- En interne : la cheffe de service, les agents du service, les directions métiers du siège (principalement la DDRP) et les services des contrôles en DR.
- En externe : partenaires régionaux du service : Région, services de l'Etat (DRAAF, DDT-M,…), Groupements d'Action Locale (GAL),…

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance de l'environnement administratif général
- Connaissances approfondies de la réglementation PAC et en particulier FEADER
- Connaissance du rôle et du fonctionnement d'un organisme payeur
- Des notions en réglementation des marchés publics et/ou des régimes d'aide d'Etat serait un atout
- Bonne maîtrise des outils bureautiques



SAVOIR-FAIRE

- Rigueur et sens de l'organisation
- Fiabilité dans l'exécution des tâches
- Qualités relationnelles
- Capacité à rendre compte
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Adaptabilité
- Sens du service public



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- Mme Sarah DIAS, Cheffe du service SADRP - Tél : 02 31 06 24 27 sarah.dias@asp-public.fr
- Mme Véronique GAND, Secrétaire de Direction - Tél 02 31 06 83 93 veronique.gand@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ASP
Agence de Services et de Paiement

GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF REFERENT RH

H/F

Poste R78091

Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy 93100 MONTREUIL

Statut : Titulaire cat. B

Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro :

Niveau d'études : Bac / Bac + 2

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Au sein du SAFI et sous l'autorité de la cheffe de service, vous assurez la gestion de proximité des ressources humaines des 3 sites de la DIR - à l'exception de la gestion du temps, assurée uniquement pour les agents d'Ile-de-France. Basé sur le site de Montreuil, vous assurez vos missions en distanciel pour les sites de Cergy et Olivet, pour lesquels vous vous appuiez sur des correspondants locaux.

En particulier, vous suivez la gestion RH des agents titulaires, prenez en charge la constitution des dossiers de recrutement des agents contractuels et contribuez à la mise en œuvre des campagnes annuelles (entretiens professionnels, télétravail,…). Vous travaillez en binôme avec un gestionnaire basé à Olivet, qui vous supplée en cas d'absence, et réciproquement.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire. Vous rejoindrez la Direction Interrégionale Centre-Val de Loire – Ile-de-France, composée de 79 agents titulaires et en moyenne une trentaine d'agents contractuels, répartis dans 5 services, sur 3 sites.

Au sein de la DIR, le Service Administratif, Financier et Informatique est en charge des activités support indispensables au bon fonctionnement de l'ensemble des services métiers : gestion des ressources humaines, formation, gestion budgétaire et comptable, informatique, communication, logistique,… Il se compose de 10 agents, dont 5 sont basés à Montreuil et 5 à Olivet.

MISSIONS

En tant que gestionnaire référent :

- Assurer la transmission et le suivi des actes administratifs
- Assurer la mise à jour de Virtualia pour les agents de Montreuil et Cergy
- Délivrer les informations RH de premier niveau
- Prendre en charge la gestion administrative des recrutements des agents contractuels
- Assurer l'accueil des nouveaux arrivants sur le site de Montreuil
- Contribuer à la mise en œuvre des campagnes annuelles : entretiens professionnels, forfaits mobilités durables, CET, …
- Assurer la mise à jour des tableaux de bord correspondant aux activités décrites ci-dessus

En tant que gestionnaire suppléant :

- Assurer la gestion de Virtualia pour les agents d'Olivet

En fonction des besoins, contribuer aux autres activités du SAFI sur Montreuil

CHAMP RELATIONNEL

- En interne, vous serez en relation quotidienne avec les agents du SAFI, la communauté de travail de la DIR répartie sur les 3 sites de la DIR, et les services de la DRH du siège de l'ASP.
- En externe, vous serez régulièrement en contact avec les services de Pôle Emploi, les candidats, la médecine du travail, les médecins agréés,…

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux
- Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux fonctions exercées
- Aptitudes rédactionnelles



SAVOIR-FAIRE

- Maîtrise des outils bureautiques courants
- Rigueur / capacité à appliquer des procédures
- Autonomie / esprit d'initiative
- Capacité à rendre compte à bon escient
- Respect du secret professionnel
- Esprit d'équipe / sens des relations humaines

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- Sandrine DUPUY, DRH/SEEC, conseillère mobilité carrière, tél : 05.55.12.00.33, mobilite@asp-public.fr
- Florence BELLENGER, cheffe du SAFI, tél : 01 70 24 97 15, florence.bellenger@asp-public.fr

MINISTÈRES
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
COHÉSION DES TERRITOIRES
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
MER

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction des ressources humaines

OFFRE D'EMPLOI

Intitulé du poste : Chargé(e) de mission encadrement des organisations de producteurs et gestion des risques

N° RenoiRH :

Catégorie	Catégorie A (cadre)
Famille d'emploi	*Élaboration et pilotage des politiques publiques*
Emploi	*Cadre sectoriel*
Correspondance RMFP	***Chargée / Chargé de mission pêche maritime - aquaculture***
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	*DGAMPA/SPMAD/SDAEP/BAQUA*
Localisation	
Niveau min d'expérience requis (Facultatif)	Choisissez un élément.
Spécialité RNCP (Facultatif)	
Rémunération (Facultatif)	

Généralités :

La direction générale des affaires maritimes, des pêches et de l'aquaculture assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de

développement durable. Le bureau de l'aquaculture est un bureau dit "filière", c'est-à-dire qui suit et encadre toutes les activités du secteur aquacole maritime et continental (conchyliculture, pisciculture, algoculture), de la production à la commercialisation, ainsi que de la pêche en eau douce et de la pêche à pied professionnelles. Le bureau a pour mission de concevoir, d'orienter et d'animer la politique aquacole, en concertation avec les structures professionnelles concernées – Comité National de la Conchyliculture/Comité Interprofessionnel des Produits de l'Aquaculture - et les directions des Ministère chargés de l'agriculture et de l'environnement selon les sujets, et d'assurer l'encadrement réglementaire et le suivi socio-économique de la filière.

Finalités et missions :

Vous souhaitez accompagner les acteurs de la filière face aux aléas rencontrés (naturels ou anthropiques) et favoriser leur développement, grâce à la mise en place d'outils d'anticipation, de soutien et d'appui à la structuration de la filière ?

Nous avons besoin de vous pour :

1/ **Accompagner les professionnels dans la gestion des risques** climatiques, sanitaires, environnementaux (définir des outils de gestion de crise) **et dans le développement** de leur activité (aides financières)
2/ **Appui à l'adaptation aux usages, règlementations et techniques novatrices** : bioéconomie, gestion des déchets, espèces localement absentes, etc.
3/ **Encadrer les organisations de producteurs** : suivi d'activité, en lien avec les organisations professionnelles et interprofessionnelles.
4/ **Piloter les contributions du bureau sur les sujets liés à l'information du consommateur, la valorisation des produits** (labels, signes officiels de qualité et d'origine, etc.)

Liaison hiérarchique :

Le bureau est composé de cinq chargés de mission, une adjointe et une cheffe de bureau. Le ou la chargé(e) de mission est en lien direct avec la cheffe de bureau et son adjointe.

En interne : ensemble des bureaux du service et de la Direction ; services déconcentrés (DIRM/DM, DDT/DDTM)
En externe : directions des ministères de l'Agriculture (DGAL, DGPE), de la Transition écologique (DEB, DGPR), des Finances (DGCCRF) ; services déconcentrés (DRAAF, DREAL), services des Régions ; établissements publics (FranceAgriMer, Cerema, Ifremer, etc.) ; partenaires et institutions de l'Union européenne ; FAO

Le ou la chargé(e) de mission est régulièrement en contact avec les professionnels et leurs représentants.

Spécificités :

Travail en bureau partagé.
Possibilité de télétravail dans la limite des instructions ministérielles en vigueur.
Transports en commun à 3 minutes (lignes L, U, RER A, métro 1,…)
Déplacements sur le terrain possibles.

Exigences :

Nous serons heureux de vous recruter si vous avez tout ou partie de ces atouts :

- Vous possédez de bonnes capacités rédactionnelles, un sens poussé de l'analyse

- Vous avez des capacités relationnelles, de négociation et un esprit d'équipe
- Vous êtes rigoureux, force de proposition et motivé à l'idée de découvrir l'univers de l'aquaculture et d'apporter votre contribution au sein du ministère.

Contacts :

Si vous vous reconnaissez dans ces missions, si vous êtes curieux et aimez relever les défis, postulez !

Hiérarchie :

Fanny Faure, cheffe du bureau de l'aquaculture
Fanny.faure@mer.gouv.fr
Lydie Wendling, adjointe à la cheffe de bureau
lydie.wendling@mer.gouv.fr

RH :

Vincent Jannier, chef du bureau VSRH2
vincent.jannier@agriculture.gouv.fr
01.40.81.93.64

Fondement juridique du recrutement :

Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984).
Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.

MINISTÈRES
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
COHÉSION DES TERRITOIRES
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
MER

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général

Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture

Direction des ressources humaines

OFFRE D'EMPLOI

Le nombre de caractères se calcule avec les espaces

Intitulé du poste : ***(max 60 caractères)*** **Chargé d'exploitation du SI maritime pêche et aquaculture**
N° RenoiRH :

Catégorie	Catégorie B (profession intermédiaire)
Famille d'emploi	*Administrateur système et réseau*
Emploi	*Chargé d'exploitation du centre server SI maritime, pêche et aquaculture*
Correspondance RMFP	
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	*DGAMPA/SDTNUM/NUM3*
Localisation	*27 quai Solidor – 35400 Saint-Malo*
Niveau min d'expérience requis (Facultatif)	*Confirmé*
Spécialité RNCP (Facultatif)	
Rémunération (Facultatif)	

Généralités : **(max 990 caractères)**

La direction générale des affaires maritimes, des pêches et de l'aquaculture assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de

développement durable. La sous-direction de la transformation numérique supervise et exploite son système d'information sur le site de Saint-Malo.

Finalités et missions :
Nous avons besoin de vous pour exploiter un système d'information composé d'une soixantaine d'applications, et pour participer à la modernisation de son infrastructure d'hébergement.
Si les enjeux de la transformation numérique vous intéressent, venez participer à la mise en place du devops au sein d'une équipe pluridisciplinaire et motivée.
Vous aurez notamment à :

- Superviser le système d'information
- Assurer les différentes installations de mises à jour d'applications sur l'ensemble du parc informatique
    - batch Java talend
    - applications Java Web Tomcat
    - Configurations Apaches (proxy, application, certificat de sécurité)
    - Configurations outils de supervision
    - Configuration et utilisation chaîne CI/CD (GitLab CI, Ansible, Docker compose)
    - Etc.

Votre action au profit de la sécurité maritime, des gens de mer, de la pêche et de l'aquaculture sera très concrète et en proximité des équipes chargées de l'assistance utilisateur et de la conception des systèmes.

Liaison hiérarchique : ***(max 990 caractères)***

Intégré au sein du pôle exploitation du centre serveur de Saint-Malo, vous apporterez votre expérience d'exploitant de systèmes et de maintien en conditions opérationnelles. Au sein d'une équipe de 8 personnes, votre activité sera pilotée par le chef de l'unité hébergement.

Spécificités : ***(max 990 caractères)***

Vous assurerez, de manière périodique, une astreinte rémunérée de sécurité sur quelques systèmes sensibles. (8 à 10 semaines par an). Le télétravail est possible, vous serez joignable sur votre téléphone portable professionnel et par les outils de travail collaboratif mis à votre disposition.

Exigences : ***(max 990 caractères)***

Vous avez une expérience confirmée d'exploitant de système d'information et une formation informatique solide. Vous êtes polyvalent et motivé par les processus d'automatisation et de sécurisation des systèmes d'information. Rejoignez nous pour poursuivre une mission passionnante au sein de l'écosystème administratif et opérationnel de la Mer.

Contacts : ***(max 990 caractères)*** ***[Pour information, cette rubrique s'intitule « Informations complémentaires » sur la PEP et le site du recrutement]***

Stephane.bellec@developpement-durable.gouv.fr

Tel : 02.99.19.60.40

Jean-yves.mayot@developpement-durable.gouv.fr

Tel : 02.99.19.60.47

Fondement juridique du recrutement : ***(max 1000 caractères) [Pour information, cette rubrique s'intitule « Fondement juridique » sur la PEP et « Fondement juridique du recrutement » sur le site du recrutement]***

Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984).
Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE LA MER

Secrétariat général

FICHE DE POSTE
Compatible RenoiRH

Direction des ressources humaines

Intitulé du poste : Chargé.e de mission aquaculture - Gestion des risques et encadrement des organisations de producteurs
N° VisioM Poste : E000015187

Cotation du poste	**4**
Catégorie	**A**
Famille d'emploi	***Élaboration et pilotage des politiques publiques***
Emploi	**Cadre sectoriel**
Correspondance RIME	**Chargé(e) de mission aquaculture - Gestion des risques et encadrement des organisations de producteurs**
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	**DGAMPA/SPMAD/SDAEP/BAQUA**
Localisation	**92055 La Défense - Tour Séquoia**

Contexte pro - Généralités : ***(max 1000 caractères)***
Sous l'autorité conjointe du secrétariat d'État chargé de la mer et du ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire, la direction générale des affaires maritimes, des pêches et de l'aquaculture assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de développement durable du secteur maritime et littoral et de soutien des filières.
Le bureau de l'aquaculture est un bureau dit "filière", c'est-à-dire qui suit et encadre toutes les activités du secteur aquacole maritime et continental (conchyliculture, pisciculture, algoculture), de la production à la commercialisation, ainsi que de la pêche en eau douce et de la pêche à pied professionnelles. Le bureau a pour mission de concevoir, d'orienter et d'animer la politique aquacole, en concertation avec les structures professionnelles concernées - CNC/CIPA - et les administrations centrales selon les sujets (DGAL, DEB, DGPR et DGPE), et d'assurer l'encadrement réglementaire et le suivi socio-économique de la filière.

Finalités et Missions : ***(max 1000 caractères)***
L'objectif est d'accompagner les acteurs de la filière face aux aléas rencontrés (naturels ou anthropiques) et de favoriser leur développement, grâce à la mise en place d'outils d'anticipation, de soutien et d'appui à la structuration de la filière.

1/ **Accompagner les professionnels dans la gestion des risques** (climatiques, sanitaires, environnementaux,) : définir des outils de gestion de crise (recensement des risques et des besoins,

proposition de solutions graduées - disponibles ou à construire avec la profession) **et dans le développement** de leur activité (FEAMPA)
2/ **Appui à l'adaptation aux usages, règlementations et techniques novatrices** : bioéconomie, gestion des déchets, espèces localement absentes, etc.
3/ **Encadrer les organisations de producteurs** : procédure de reconnaissance et suivi d'activité, en lien avec les organisations professionnelles et interprofessionnelles.
4/ **Piloter les contributions du bureau sur les sujets liés à l'information du consommateur, la valorisation des produits** (labels, signes officiels de qualité et d'origine, etc.)

Liaison hiérarchique : ***(max 1000 caractères)***
Le bureau est composé de cinq chargés de mission, une adjointe et une cheffe de bureau. Le ou la chargé(e) de mission est en lien direct avec la cheffe de bureau et son adjointe.

En interne : ensemble des bureaux du service et de la Direction ; services déconcentrés (DIRM/DM, DDT/DDTM)
En externe : directions des ministères de l'Agriculture (DGAL, DGPE), de la Transition écologique (DEB, DGPR), des Finances (DGCCRF) ; services déconcentrés (DRAAF, DREAL), services des Régions ; établissements publics (FranceAgriMer, Cerema, Ifremer, etc.) ; partenaires et institutions de l'Union européenne ; FAO

Le ou la chargé(e) de mission est régulièrement en contact avec les professionnels et leurs représentants.

Exigences - Compétences : ***(max 1000 caractères)***
Pour les postes de catégorie A, précisez : 1er niveau de grade / junior ou 2e niveau de grade / confirmé

- Savoir travailler en équipe, capacités rédactionnelles, rigueur, esprit d'initiative
- Capacités relationnelles et de négociation
- Force de proposition et adaptabilité

Conditions particulières - spécificités : ***(max 1000 caractères)***
Travail en bureau partagé – télétravail possible dans la limite des instructions ministérielles en vigueur.
Déplacements sur le terrain possibles.

Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984).
Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.
Groupe de fonction : 4

Contacts : ***(max 1000 caractères)***

Hiérarchie : Lydie Wendling, adjointe à la cheffe de bureau

lydie.wendling@mer.gouv.fr

RH : Corinne JOYEUX-ALAZET

corinne.joyeux-alazet@developpement-durable.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE LA MER

Secrétariat général

FICHE DE POSTE
Compatible RenoiRH

Direction des ressources humaines

Intitulé du poste : *Chargé (e) de mission « Négociations de pêche eaux européennes - Brexit»*
N° RenoiRH : *(N° permanent de la fiche de poste)*

Cotation du poste	*Cotation chiffrée (RIFSEEP) : G3*
Catégorie	*A (1er niveau de grade / junior)*
Famille d'emploi	*Elaboration et pilotage des politiques publiques*
Emploi	*Chargé(e) de mission*
Correspondance RIME	*Territoire et développement durable*
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	*Direction Générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DG AMPA) / Service pêche maritime et aquaculture durables (SPMAD) / Sous-direction des ressources halieutiques (SDRH)/Bureau des affaires européennes et internationales (BAEI)*
Localisation	*La Défense, Tour Séquoia*

Contexte professionnel - Généralités :

La DG AMPA assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de développement durable

Le BAEI est chargé de la négociation des possibilités de pêche dans les eaux de l'Union européenne et les eaux internationales. Il coordonne la préparation des travaux sur la pêche menés au sein des différentes instances du Conseil de l'Union européenne (groupes techniques, Coreper, Conseil des ministres). Il participe aux négociations européennes et internationales en lien avec la pêche.

Le(la) chargé(e) de mission participe à la préparation et à la négociation des positions françaises dans le cadre des thématiques pêche prévues par l'accord de commerce et de coopération (accord BREXIT) y compris la partie concernant les iles anglo-normandes. Le(la) chargé(e) de mission participe également aux travaux des groupes de coopération régionale avec les Etats membres de l'UE. Il fonctionne en binôme avec le chargé de mission "Europe" chargé de coordonner les travaux avec le Conseil de l'UE et la négociation annuelle sur les TAC et quotas.

Finalités et Missions :

1/ L'accord de commerce et de coopération prévoit trois catégories de négociation entre l'UE et le Royaume-Uni :
- consultations annuelles sur les stocks de poisson partagés ;
- consultations régulières sur les mesures techniques, dans le cadre du comité spécialisé de la pêche ;
- consultations sur l'accès des navires européens aux eaux des bailliages de Jersey et Guernesey.

Le chargé de mission suivra plus spécifiquement les négociations en lien avec les bailliages de Jersey et Guernesey. Il pourra être associé aux autres aspects de négociation liés à l'accord de commerce et de coopération. Il participera à la préparation de la révision de l'accord pour la partie pêche prévue pour le 30 juin 2026.

2/ Le règlement de l'Union européenne relatif à la politique commune de la pêche permet aux Etats membres d'adopter des recommandations communes dans le cadre de groupes de régionalisation.
Le(la) chargé(e) de mission contribuera aux travaux des groupes de régionalisation auxquels la France participe régulièrement (eaux occidentales nord, eaux occidentales sud, mer du Nord, notamment).

Liaison hiérarchique :
Le chargé de mission exerce ses fonctions sous la responsabilité du chef de bureau. Il n'assume pas de tâche d'encadrement

Responsabilités tenant au poste :

Le chargé de mission peut être amené à représenter le bureau auprès du cabinet du Secrétaire d'Etat chargé de la mer, du Secrétariat général aux affaires européennes, du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, du Ministère de la transition écologique, des services déconcentrés, des organismes scientifiques (Ifremer), de la Direction générale des affaires maritimes de la Commission Européenne, de ses homologues européens, ainsi que des professionnels de la pêche.

Exigences - Compétences :
Connaissance des institutions européennes.
Connaissances en droit international de la mer et en droit européen.
Connaissances halieutiques (appréciées, non exigées).
Capacités de synthèse, d'adaptation, de négociation et de décision, esprit d'initiative, aptitude à mobiliser des experts techniques.
Maîtrise professionnelle de l'anglais indispensable.
Usage des outils-informatiques courant (Word, Excel)

Conditions particulières - Spécificités :
Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984). Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.
Bureau partagé avec deux autres agents
Un stage de maritimisation et un accompagnement à la connaissance des sujets techniques et scientifiques liés à ces missions sera mis en place.

Contacts :
Stéphane Gatto, sous-directeur des ressources halieutiques :
stephane.gatto@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.90.94
Philippe Lintanf, chef du Bureau des affaires européennes et internationales :
philippe.lintanf@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.68.05
Vincent Jannier, chef du bureau RH et logistique :
vincent.jannier@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.93.64

MINISTÈRES
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
COHÉSION DES TERRITOIRES
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
MER

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général

Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture

Direction des ressources humaines

OFFRE D'EMPLOI

Le nombre de caractères se calcule avec les espaces

Intitulé du poste : ***Chef de projet assistance à maîtrise d'ouvrage SI pêche***
N° RenoiRH :

Catégorie	Catégorie A (cadre)
Famille d'emploi	*Numérique*
Emploi	Cheffe/chef de projet assistance à maîtrise d'ouvrage des systèmes d'information
Correspondance RMFP	*FP2SIC10 - Chargée/Chargé de gouvernance de données*
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	*Direction générales des affaires maritimes de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA) – Sous-direction de la transformation numérique (SDTNUM) – Bureau des systèmes d'information pêche et aquaculture (BSIPA)*
Localisation	*Tour Séquoia – 92055 La Défense*
Niveau min d'expérience requis (Facultatif)	*Confirmé*
Spécialité RNCP (Facultatif)	
Rémunération (Facultatif)	

Généralités : **(max 990 caractères)** ***[Cette rubrique s'intitule « Qui sommes-nous ? » sur la PEP et « Descriptif de l'employeur » sur le site du recrutement]***

La direction générale des affaires maritimes, des pêches et de l'aquaculture assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de développement durable.
Au sein de la sous-direction de la transformation numérique, le bureau des systèmes d'information de la pêche et de l'aquaculture est responsable de l'assistance à maîtrise d'ouvrage du système d'information de la pêche et de l'aquaculture (SIPA).
Le SIPA permet la gestion des droits de pêche, les concessions de cultures marines, le contrôle des pêches et de l'aquaculture, la collecte, le traitement et la diffusion de données pêche et d'aquaculture, les élections professionnelles et les référentiels pêche et aquaculture**.**

Finalités et missions : ***(max 990 caractères)*** ***[Pour information, cette rubrique s'intitule « Vos missions en quelques mots » sur la PEP et « Description du poste » sur le site du recrutement]***
En tant que chargé de projet référentiels, vous prenez en charge l'assistance à maitrise d'ouvrage des systèmes de gestion des navires de pêche et des usagers, des données référentielles métier pêche (engins, espèces, zones, ports,…) ainsi que des adhésions aux organisations de producteurs.
Vous assurez la coordination des travaux relatifs à la gestion des contenus des référentiels de la pêche, la définition des processus de mise à jour ainsi que les modalités d'utilisation de ces données.
Vous animez un groupe de de travail sur les référentiels, composé des représentants métier responsables des contenus et de leurs mises à jour.
Vous représentez la sous-direction dans des instances externes relatives à la gestion des référentiels pêche et aquaculture. Vous assurez le suivi des évolutions des référentiels source gérés par des organismes internationaux, notamment les référentiels définis par la Commission européenne.

Liaison hiérarchique : ***(max 990 caractères)***

Le bureau des systèmes d'information pêche et aquaculture représente la DGAMPA dans les instances nationales et internationales dédiées à la mise en œuvre des projets d'échange de données pêche et aquaculture. Il assure la gouvernance du SIPA en cohérence avec le schéma directeur du SI de la DGAMPA.
Au sein du bureau, vous intégrez une équipe de 15 personnes. Vous rapportez directement au chef de bureau et à son adjoint.
De par la nature des dossiers confiés, vous interagissez avec l'ensemble des chefs de projets du bureau et avec de nombreux interlocuteurs internes et externes : équipes de maîtrises d'œuvre, bureaux métier de la direction, partenaires externes nationaux et internationaux.

Spécificités : ***(max 990 caractères)*** ***[Pour information, cette rubrique s'intitule « Conditions particulières d'exercice » sur la PEP et le site du recrutement]***

Vous maîtrisez les méthodes et bonnes pratiques de pilotage des projets SI. Vous avez une connaissance de la modélisation de données et des principes d'urbanisation.

Vous savez animer et mobiliser un réseau de référents. Vous faites preuve de rigueur et de sens de l'organisation. Vous vous intéressez aux enjeux métier et savez proposer des arbitrages en argumentant.

Vous maîtrisez l'anglais parlé et écrit.

Vous disposerez d'un bureau partagé, serez équipé d'un ordinateur portable et d'un smartphone. Le télétravail est possible. Vous serez amené à vous déplacer ponctuellement, en France et à l'étranger.

Exigences : ***(max 990 caractères)*** ***[Pour information, cette rubrique s'intitule « Profil Recherché » sur la PEP et « Descriptif du profil recherché » sur le site du recrutement]***

De formation Bac + 5, vous êtes fort d'une expérience confirmée en assistance à maitrise d'ouvrage des systèmes d'information dans les services de l'Etat, les collectivités et leurs établissements ou en opérateur, ainsi que de la conduite du changement.

Contacts : ***(max 990 caractères)*** ***[Pour information, cette rubrique s'intitule « Informations complémentaires » sur la PEP et le site du recrutement]***

Laure DASSONVILLE, Sous-directrice de la transformation numérique
Mel : laure.dassonville@mer.gouv.fr
Tel : 01 40 81 39 31

Aurélie CHARBONNEAU, Cheffe du bureau des systèmes d'information de la pêche et de l'aquaculture
Mel : aurelie.charbonneau@mer.gouv.fr
Tél : 01 40 81 68 57

Fondement juridique du recrutement : ***(max 1000 caractères) [Pour information, cette rubrique s'intitule « Fondement juridique » sur la PEP et « Fondement juridique du recrutement » sur le site du recrutement]***

Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984).
Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE LA MER

Secrétariat général

FICHE DE POSTE
Compatible RenoiRH

Direction des ressources humaines

Intitulé du poste : *Chef de projet « Licence et Pays tiers »*
N° RenoiRH : *E000016479*

Cotation du poste	*3*
Catégorie	**A+**
Famille d'emploi	*Elaboration et pilotage des politiques publiques*
Emploi	*Chef de projet*
Correspondance RIME	*Territoire et développement durable*
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	*DGAMPA/ SPMAD/SDRH/BAEI*
Localisation	*La Défense, Tour Séquoia*

Contexte professionnel - Généralités :

La DGAMPA assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de développement durable. Les navires de pêche de l'UE doivent détenir une autorisation pour mener des opérations de pêche dans les eaux relevant de la juridiction d'un pays tiers ou dans le cadre d'une ORGP à laquelle l'Union est partie contractante.

Ces autorisations doivent progressivement être intégrées dans l'application informatique LICENCE développée par la Commission européenne et actuellement suivie au niveau français par la DGAMPA.

Le(la) chef(fe) de projet est chargé(e) de piloter l'intégration, dans l'outil LICENCE, des autorisations des navires français qui effectuent des opérations de pêche dans les zones de compétence des ORGP à laquelle l'Union est partie contractante et dans les eaux des pays tiers.
Une partie des données nécessaires au traitement des autorisations se trouve déjà dans l'application FLEET administrée également par la Commission européenne.

Finalités et Missions :

Intégrer dans l'application LICENCE pour octobre 2023 l'ensemble des autorisations CICTA (4 800 navires de pêche professionnels, 15 000 navires de loisir, éventuels navires de transport) et CGPM (1 500 navires de pêche professionnels).
Consolider les informations et les pratiques disponibles auprès des trois bureaux référents de la DG AMPA (bureau des systèmes d'information de la pêche et de l'aquaculture, bureau de la gestion de la ressource, bureau des affaires européennes et internationales).
Organiser et automatiser la collecte des données non disponibles dans l'application FLEET.
Recruter et encadrer les vacataires chargés de saisir les autorisations dans l'application.
Proposer à la direction générale une organisation pérenne et rationnelle pour le traitement et le suivi des autorisations sous LICENCE.

Liaison hiérarchique :
Le(la) chef(fe) de projet exerce ses fonctions en étant rattaché auprès du chef du bureau des affaires européennes et internationales de la DG AMPA.

Responsabilités tenant au poste :

Le(la) chef(fe) de projet peut être amené à représenter la DGAMPA auprès de la direction générale des affaires maritimes de la Commission européenne, des services informatiques du MASA et des services déconcentrés.

Exigences - Compétences :
Connaissance en conduite de projet.
Connaissances en droit international de la mer et en droit européen, dans le domaine de la pêche si possible.
Capacités de synthèse, d'adaptation, de négociation et de décision, esprit d'initiative, aptitude à mobiliser des experts techniques.
Maîtrise professionnelle de l'anglais.
Usage des outils-informatiques courant (Word, Excel).

Conditions particulières - Spécificités :
Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984). Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.
Bureau éventuellement partagé.

Contacts :

Stéphane Gatto, Sous-directeur des ressources halieutiques : Tél. : 01.40.81.90.94
stephane.gatto@agriculture.gouv.fr
Vincent Jannier, Chef du bureau RH et logistique : Tél. : 01.40.81.93.64
vincent.jannier@agriculture.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE LA MER

Secrétariat général

FICHE DE POSTE
Compatible RenoiRH

Direction des ressources humaines

Intitulé du poste : ***Chargé(e) de mission mesures d'accompagnement arrêt temporaire, plan d'accompagnement individuel, licences Brexit***

N° RenoiRH : *E000015604*

Cotation du poste	*4*
Catégorie	*A*
Famille d'emploi	*Elaboration et pilotage des politiques publiques*
Emploi	*Chargé(e) de mission*
Correspondance RIME	*Territoire et développement durable*
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	*Direction Générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DG AMPA) / Service pêche maritime et aquaculture durables (SPMAD) / Sous-direction des ressources halieutiques (SDRH)/Bureau de la gestion de la ressource (BGR)*
Localisation	*La Défense, Tour Séquoïa*

Contexte professionnel - Généralités :

En qualité d'administration centrale, la DG AMPA assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de développement durable

Le BGR met en œuvre les réglementations européennes et internationales relatives à la conservation et à la gestion des ressources halieutiques et à la gestion de l'activité de pêche et de ses impacts sur l'écosystème.

Le(la) chargé(e) de mission participe à la conception et à la mise en œuvre des mesures d'accompagnement économique (arrêt temporaire et plan d'accompagnement individuel...) de la filière pêche. Il est également en charge du suivi des licences Brexit et notamment de la procédure de remplacement de ces licences.

Finalités et Missions :

Placé auprès de l'adjoint au chef du bureau de la gestion de la ressource en charge de la gestion des mesures il sera chargé de :

- l'élaboration du cadre réglementaire et budgétaire des mesures d'accompagnement économique des navires de la flotte française affectés dans le cadre du Brexit et des arrêts temporaires
- assurer la mise en œuvre des mesures
- assurer l'interface avec les services déconcentrés en charge de l'instruction des dossiers
- assurer le suivi et rapportage du déploiement des mesures

- l’appui juridique en soutien des services instructeurs
- la gestion et notification des listes de navires français auprès de la Commission européenne dans le cadre du Brexit

Liaison hiérarchique :
Dans le cadre de ses missions le/la titulaire du poste est amené(e) à représenter la sous-direction des ressources halieutiques au niveau déconcentré
Niveau national : professionnels de la filière, comités des pêches maritimes, représentants scientifiques, autres départements ministériels

Exigences - Compétences :

Responsabilités tenant au poste :
Rédaction des arrêtés relatifs aux mesures d’accompagnement

Appui des services déconcentrés et des organisations professionnelles
Bonne pratique administrative, connaissances réglementaires, juridiques avec un accompagnement initial dans le cadre de la prise de poste
Usage des outils-informatiques courant (Word, Excel...) et des logiciels de gestion nationaux et communautaires avec un accompagnement initial dans le cadre de la prise de poste

Anglais pratique apprécié
Aptitudes à la négociation et à la décision, rigueur dans l’application
Capacités rédactionnelles et de synthèse
Esprit d’initiative, goût des responsabilités
Sens de l'organisation
Travail en équipe, prise en considération de la dimension humaine et économique des sujets et sens du dialogue et du contact

Conditions particulières - Spécificités :
Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984). Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.
Bureau partagé avec deux autres agents

Un stage de maritimisation et un accompagnement à la connaissance des sujets techniques et scientifiques liés à ces missions sera mis en place.

Contacts :
Stéphane Gatto, Sous-directeur des ressources halieutiques :
stephane.gatto@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.90.94
Louise Véron, Cheffe du Bureau de la Gestion de la Ressource :
Louise.veron@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.89.26
Vincent Jannier, Chef du bureau RH et logistique :
vincent.jannier@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.93.64

Mise à disposition auprès du SGAE

Adjoint auprès du chef de bureau EEC (Energie, Environnement, Climat) en charge des questions d'environnement

N° du poste :
Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 2

Poste vacant à pourvoir pour le 1er septembre 2023
Durée de l'engagement : 3 ans
Délais de candidature : 1 mois à partir de la publication.

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	Le SGAE est le service du Premier ministre chargé de la coordination interministérielle pour les questions européennes et les activités de l'OCDE. Il est le garant de la cohérence et de l'unité de la position française au sein de l'Union européenne et à l'OCDE. Aujourd'hui, sa mission de coordination interministérielle sur les dossiers européens s'étend à tous les domaines couverts par le traité de Lisbonne (hors politique étrangère et de sécurité commune).
OBJECTIFS DU POSTE	Le(la) titulaire du poste sera, sous l'autorité du chef de bureau, chargé(e) de la coordination interministérielle pour les questions européennes d'une partie des dossiers relatifs à l'environnement (environnement, nature), le portefeuille environnement étant partagé avec un second adjoint.
DESCRIPTION DES THEMATIQUES DANS LE CHAMP DU POSTE	- protection de la nature et biodiversité continentale et marine (Natura 2000, écosystèmes, espèces, ressources génétiques, négociations internationales, précontentieux européens, ...) - eau (directive cadre, eau potable, eaux souterraines, eaux résiduaires urbaines, nitrates, négociations internationales, précontentieux européens, etc.) - évaluation d'impacts et accès à l'information environnementale, à la justice en matière environnementale et participation du public en matière environnementale (dont négociations internationales, précontentieux européens, etc.) - organismes génétique modifiés (directives 2001/18 et 2009/41, nouvelles techniques de génomique, négociations internationales, précontentieux européens, etc.) en coordination avec le bureau chargé de l'agriculture.
PRINCIPALES ACTIVITES	-Dans son secteur d'activité, il (elle) aura à assurer le suivi des calendriers de négociation, la coordination des positions françaises. l'établissement de notes d'orientation et des notes d'instructions à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union Européenne et de réponses à la Commission européenne après concertation des départements ministériels, la préparation de réunions interservices d'arbitrage et la rédaction de leurs compte-rendus,

	l'élaboration de notes de synthèse et de position pour divers types de dossiers, la participation éventuelle à des réunions organisées par le Conseil de l'Union européenne ou le cabinet du Premier Ministre, ainsi que le suivi des transpositions des directives et des précontentieux correspondants ou liés à la mise en œuvre du droit de l'Union européenne. Il (elle) devra être prêt(e) à être exposé(e) très fréquemment à des amplitudes horaires étendues, à faire face à des échéances strictes et rapprochées et à organiser et prioriser son travail en fonction de ces échéances.
COMPETENCES LIEES AU POSTE	- Connaissance de l'administration (française et européenne) - Maîtrise de l'anglais - Maîtrise de l'outil informatique - Environnement et développement durable - Aptitude à travailler en mode projet et à animer un réseau
SAVOIRS ET SAVOIR-FAIRE	- Négociation - Coordination ministérielle - Esprit de synthèse - Rédaction claire et précise - Investissement rapide de thématiques diverses
PERSONNES A CONTACTER	**Les agents intéressés sont invités à adresser leur CV et leur lettre de motivation à :** - François GIBELLI, Chef de Bureau EEC au SGAE, francois.gibelli@sgae.gouv.fr - Karine SERREC, DGPE, Sous-directirice Europe, karine.serrec@agriculture.gouv.fr - Sébastien RIHANI, Chargé de mission Réseau international, sebastien.rihani@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Office national des forêts

Direction territoriale Seine-Nord

Directeur d'agence Ile-de-France Ouest

N° du poste : 115
Catégorie A : cadre supérieur - IPEF confirmé (emplois de Direction)
Cotation : A4

Situation du poste : vacant au 1er octobre 2023

Localisation du poste : Versailles

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	Acteur majeur de la filière forêt-bois, l'Office national des forêts (ONF) rassemble près de 9 000 collaborateurs. En Métropole et en Outre-mer, il gère près de 11 millions d'hectares de forêts publiques appartenant à l'État et aux collectivités territoriales. En Seine-Nord, l'ONF couvre l'Ile-de-France, les Hauts-de-France et la Normandie et compte plus de 800 collaborateurs. Echelon de pilotage au niveau territorial, la Direction territoriale Seine-Nord contribue à l'élaboration et à la déclinaison des différentes stratégies pour faire de l'Office un acteur clé de l'environnement, de la transition écologique et du développement économique dans les régions couvertes. Elle coordonne, appuie, suit et évalue l'ensemble des activités conduites par les 6 agences territoriales de l'ONF en Seine-Nord, l'agence Travaux, l'agence Etudes et les services spécialisés de son ressort. Elle coordonne la représentation de l'ONF et ses relations institutionnelles. Rattachée à la Direction territoriale Seine Nord, l'Agence Île-de-France Ouest gère plus de 41 000 ha de forêts publiques, majoritairement domaniales (33 000 ha), sur les Yvelines, les Hauts-de-Seine, le Val d'Oise et une large partie de l'Essonne. Dans ces forêts urbaines, périurbaines ou touristiques, les enjeux sociaux et paysagers y sont majeurs et nécessitent une gestion (notamment sylvicole) adaptée et un soin tout particulier. La fonction sociale est un des objectifs prioritaires assignés aux forêts domaniales de l'agence avec la protection des milieux et la production de bois. Les relations avec les élus, les associations, les services de l'Etat, les usagers et tous les autres partenaires y sont particulièrement nombreuses et nécessitent la participation de tous les personnels de l'agence. Une communication proactive et innovante est indispensable. L'agence se compose de : - une direction basée à Versailles et à Rambouillet ; - 4 unités territoriales avec 4 Responsables d'UT et 42 techniciens forestiers territoriaux ; - plus de 40 personnes, spécialistes et personnels de soutien techniques et administratifs répartis dans 5 services : Service Forêt, Service Bois, Service Environnement et Accueil du Public, Service Education à l'Environnement et Secrétariat général. L'agence mobilise chaque année environ 130 000 m3 de bois dont la large majorité est issue des forêts domaniales. 60 % des bois sont commercialisés en bois façonnés avec de nombreux contrats d'approvisionnement. La futaie irrégulière est le mode de traitement appliqué depuis 2017 à toutes les forêts domaniales de l'agence.

OBJECTIFS DU POSTE	Sous l'autorité de la directrice territoriale, le(la) directeur (rice) d'agence : - assure la direction de l'agence. Il ou elle manage l'agence qui est organisée en 4 services : service Bois, service Forêt, SEAP (service Environnement et Accueil du Public) et SEE (service Education à l'Environnement) et 4 unités territoriales : Hauts de Seine/Versailles ; Val d'Oise/St Germain ; Ouest Essonne/vallée de Chevreuse et Sud Yvelines/Rambouillet. - met en œuvre le contrat de gestion annuel, signé entre la Direction Territoriale (DT) et l'Agence, qui décline les orientations stratégiques 2021-2025 de la Direction Territoriale Seine-Nord.
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	Le directeur/ La directrice : - définit la stratégie, négocie les objectifs et moyens de son agence avec la Direction territoriale - assure le pilotage opérationnel de l'agence avec les chefs de service et responsables d'UT notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie forêts périurbaines définie pour les forêts domaniales franciliennes en 2017. - assure un rôle majeur de représentation et de développement des intérêts forestiers auprès : des collectivités locales (Conseil Régional, Métropole du Grand Paris, Conseils départementaux, EPCI, communes), des services de l'Etat : Préfectures, DRIAAF, DDT…, des professionnels : ETF, clients, de la fédération départementale des chasseurs (FICIF), de la gendarmerie, du SDIS.. Il/ elle anime le dialogue forêt - société avec l'appui des chefs de services, des RUT et l'ensemble des personnels de l'Agence. Il/elle assure en outre l'animation de la gouvernance des forêts domaniales : comités de forêts et comité de pilotage. Il/elle établit dans ce cadre la stratégie de communication et s'implique directement dans les actions de communication . Il/elle contribue à la stratégie territoriale via une participation active au Codir DT. Il/elle assure le management direct de onze personnes (six chefs de service et quatre responsables d'unité territoriale) : entretiens annuels, négociation des feuilles de route par unité territoriale ou service, suivi et animation de l'activité. Il/elle porte l'organisation des services et leur adaptation, régule et suit l'activité au sein de l'agence, anime les CODIR agence, veille et participe aux recrutements avec le service RH de la DT et traite les affaires RH réservées. Il/elle initie le management technique : orientations sur l'élaboration et la réalisation des aménagements forestiers, adaptations des forêts aux changements climatiques, équilibre forêt-gibier, sylviculture mélangée à couvert continu, nouvelles pratiques…
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	- services de la DT SN et du siège de l'ONF. - collectivités locales (Conseil Régional, Métropole du Grand Paris, Conseils départementaux, EPCI, communes), - services de l'Etat : Préfectures, DRIAAF, DDT…, - professionnels du secteur Foret/bois : ETF, clients, - fédération départementale des chasseurs (FICIF), - gendarmerie, SDIS..

	SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE
COMPETENCES LIEES AU POSTE	Expérience de manager confirmé indispensable Connaissances techniques en sylviculture et gestion des écosystèmes forestiers Bonnes connaissances du milieu institutionnel La connaissance des processus métiers et du fonctionnement de l'ONF serait appréciée	Qualités relationnelles et disponibilité indispensables Fortes aptitudes au dialogue, à la concertation et à la négociation Bonnes capacités d'analyse et de synthèse Animation de réseaux
PERSONNES A CONTACTER	Véronique BORZEIX - Directrice territoriale - veronique.borzeix@onf.fr Valérie ERHARD – Cheffe du service RH – valerie.erhard@onf.fr Samira SABBANE – Responsable recrutement – samira.sabbane@onf.fr	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

CNPF

Appel à candidature à un poste de Directeur du SUF IDF (H/F)

Centre National de la Propriété Forestière

Institut pour le Développement Forestier

Intitulé du poste :	**Directeur du SUF IDF (H/F)**
Type de contrat :	**CDI à temps complet de droit privé,** sur la base des dispositions du décret du 17.05.2009 relatif aux conditions d'emploi du personnel du CNPF**.** Fonctionnaires accueillis en détachement sur contrat dans le cadre du décret précité ou en Position Normale d'Activité. Poste ouvert à la mobilité interne et au recrutement externe. Poste ouvert aux travailleurs handicapés.
Catégorie d'emploi :	A
Rémunération :	Traitement indiciaire selon les grilles statutaires du CNPF et régime indemnitaire afférent déterminés par le décret du 17.05.2009 ou selon les grilles de la fonction publique (rémunération en fonction du diplôme et de l'expérience professionnelle antérieure) . Fourchette indicative **:** entre **60 K€** et **76 K€** brut annuel.
Résidence administrative :	Orléans (45)
Prise de poste prévue :	**1er septembre 2023**

Présentation du CNPF

Le Centre National de la Propriété Forestière (CNPF) est un établissement public de l'État à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère en charge de la forêt. Il est en charge du développement de la gestion durable des forêts privées : 3,5 millions de propriétaires forestiers pour 12,6 millions d'hectares soit 23% du territoire. Ses agents sont des professionnels de terrain qui conseillent, forment, accompagnent les propriétaires privés vers une gestion durable adaptée aux contextes locaux.

L'organisation du CNPF est la suivante :

- Un échelon national, la Direction générale ;
- Un niveau régional avec 10 Centres régionaux de la propriété forestière (CRPF) ;
- Un service dédié au Label Bas carbone (C+FOR Forêt et Carbone) ;
- Un service de Recherche & Développement, l'Institut pour le Développement Forestier (CNPF-IDF).

L'Institut pour le Développement Forestier est le service Recherche et Développement du CNPF, **avec un partenariat fort avec les Centres Régionaux (CRPF)**. C'est un service d'utilité forestière (SUF) composé de 36 personnes qui a pour missions :

- d'acquérir de nouvelles connaissances scientifiques, techniques et d'élaborer des outils d'aide à la décision relatifs aux écosystèmes forestiers, aux effets du changement climatique et à la filière forêt-bois ;
- de transmettre ces informations via :
  - la publication des travaux du CNPF-IDF et du CNPF (livres, revue nationale Forêt & Innovation) ;
  - des formations continues et des stages conçus sur mesure.

Description du poste

Le directeur général du CNPF recherche un(e) directeur (trice) pour son SUF IDF.
Le(a) directeur (trice) est placé(e) sous son autorité. Il est accompagné dans ses missions par un directeur-adjoint. Il représente la présidente du CNPF auprès de certains organismes et assure un lien avec les élus du CNPF

Les missions du poste seront les suivantes :

- Gérer au plan administratif, technique et financier l'IDF en lien avec la direction générale du CNPF et selon les orientations du comité de direction dédié :
  - la gestion et le management du personnel ;
  - la gestion du programme de recherche et développement du CNPF-IDF via son plan d'action, en accord avec le Contrat d'Objectifs et de Performance du CNPF tourné vers l'adaptation des forêts face au changement climatique, en lien avec son directeur-adjoint ;
  - la gestion financière des activités du CNPF-IDF et notamment le développement des conventions de recherche et développement ;
  - le développement des activités de ses services édition et formation ;
  - le lien avec les équipes des CRPF et du SUF C+FOR.
- Suivre le pilotage du RMT AFORCE (réseau de 16 partenaires de la recherche, R&D, gestion et enseignement coordonnés par le CNPF-IDF en tant qu'Institut technique agricole, animé par un ingénieur et suivi par un ingénieur expertises-projets) ;
- Pérenniser le SUF IDF en tant que ITA (Institut Technique Agricole) et représenter le CNPF au sein de l'ACTA, organisme qui anime, représente et accompagne le réseau de 19 instituts techniques agricoles, organismes de recherche appliquée ; le CNPF-IDF y est le seul institut forestier ;
- Favoriser les relations avec les partenaires :
  - Poursuite et développement des relations avec les acteurs et partenaires français de la filière forêt-bois via des conventions cadre, des conseils scientifiques ;
  - Représentation partagée du CNPF au sein des conseils d'administration, assemblées générales et comité scientifiques des partenaires avec le directeur général adjoint et le directeur-adjoint de l'IDF ;
  - Veille sur la cohérence des projets nationaux, européens et internationaux avec la stratégie du CNPF.

Profil

Formation – expériences

- Justifier d'au moins 10 années d'expérience professionnelle, dont 5 années de pratique forestière avec une expérience confirmée en management ;
- **Par la voie du détachement ou accueil en position normale d'activité :** être de catégorie ingénieur appartenant au corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts ;
- **Par la voie du recrutement externe** : être titulaire du diplôme d'ingénieur civil du génie rural, des eaux et des forêts, d'ingénieur civil des eaux et forêts ou d'ingénieur civil des forêts ou de tout autre titre ou diplôme certifié de niveau I de qualification ou équivalent ou d'une expérience professionnelle équivalente;
- **Par la voie du recrutement interne** : satisfaire à l'une des conditions suivantes :
  - Etre directeur d'un centre régional de la propriété forestière ;
  - Etre directeur adjoint d'un centre régional de la propriété forestière ayant atteint le 6ème échelon de son emploi et justifiant d'au moins une année d'ancienneté dans cet échelon.

Compétences et qualités requises

- Excellente compréhension des grands enjeux de la forêt et de ses organisations, motivation pour le développement de la forêt privée ;
- Qualités managériales, relationnelles, d'animation de réseau -en particulier avec les CRPF et le SUF C+FOR-, de négociation et de concertation ;
- Connaissances approfondies et expérience très solide en matière de documents de gestion durable, de sylviculture, de fonctionnement de la filière bois ;
- Travail en mode projet et bonne expérience en matière conventionnelle ;
- Intérêt pour la politique éditoriale ; suivi de la revue technique du CNPF-IDF Foret & Innovation ;
- Aptitude à animer des réunions, sens de la communication et animation de réseaux ;
- Capacité d'organisation, de rédaction et Maîtrise des logiciels de bureautique : Word, Excel, Powerpoint ;
- Connaissance d'outils internes au CNPF (Bioclimsol, Archi, IBP…) souhaitée ;
- Maîtrise de l'anglais confirmé dans le cadre de l'activité forestière.

Avantages

- 25 jours de congés annuel et 19 RTT soit au total 44 jours de repos ;
- Tickets restaurants d'une valeur faciale de 9€ pris en charge à 60% par l'employeur ;
- Activité télétravaillable, nombre de jours en fonction du métier exercé (hors dispositions exceptionnelles liées à la crise sanitaire, grève des transports) ;
- Remboursement des titres d'abonnement de transport à hauteur de 50% ;
- Participation à la mutuelle à hauteur de 15€ par mois.

Personnes à contacter

- Roland de Lary (Directeur général du CNPF), 06 20 42 97 14, roland.de-lary@cnpf.fr

Dépôt de candidature

Envoyer, pour réception effective avant le 29 juin 2023 dernier délai un dossier comprenant :

- une lettre de motivation ciblée sur le profil du poste ;
- un curriculum vitae détaillé précisant en particulier les études, diplômes, qualifications et expériences professionnelles ;
- les copies des diplômes ainsi que les attestations des titres et activités professionnelles cités dans le CV.

Par mail ou par courrier à :

M. le Directeur général du CNPF

47 rue de Chaillot 75016 PARIS

roland.de-lary@cnpf.fr

Les candidat(e)s dont le dossier sera sélectionné seront invité(e)s, par téléphone ou courriel, à se présenter devant une commission de sélection qui se tiendra entre le 10 et le 13 juillet 2023 2023 matin dans les locaux du CNPF à Paris.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

L'Anses recrute

Un/une Directeur/rice du Laboratoire de santé animale

Poste basé à Maisons-Alfort (94700)

- Contrat à durée indéterminée de droit public, **détachement, affectation** -

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

1400 collaborateurs | **16** sites en France | **9** laboratoires

Plus d'information sur notre page recrutement.

Vos missions

Le laboratoire de santé animale intervient sur les maladies animales constituant des risques sanitaires épizootiques pluri espèces ou zoonotiques majeurs dans l'esprit du concept « one health ».

Il participe, dans son domaine d'intervention, à l'accomplissement des missions de référence, de recherche, de veille, d'épidémiologie et d'expertise scientifique et technique de l'Agence.

.

Votre équipe

Le Laboratoire de santé animale est basé sur 2 sites: Maisons Alfort et Dozulé. Il réunit 140 personnes regroupées en cinq unités principales (UZB, EPI, BIPAR, VIRO, PhEED) et associe 4 unités externes sous contrats (USC), couvrant tous les champs de l'infectiologie en santé animale.

Deux des unités du laboratoire (BIPAR et VIRO) sont des UMR partagées avec Inrae et l'EnvA. Le laboratoire est étroitement lié aux campus de l'EnvA sur Maisons-Alfort et en Normandie, avec lesquels il partage locaux et personnel. Sur le site de Normandie du LSAn, le laboratoire partage une unité mixte technologique avec l'Institut Français du Cheval et de l'Equitation (IFCE). Il partage avec le Laboratoire de sécurité des aliments de l'Anses l'appui de la directrice adjointe en charge des affaires générales, les services administratifs et financiers, le service qualité, un service en charge de l'appui à l'analyse de données, une plateforme d'identification et de typage haut débit des agents pathogènes ainsi que le responsable sécurité biologique.

Date de prise de fonctions :

1° octobre 2023

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :

- Des déplacements réguliers à prévoir sur le site de Normandie (Dozulé)
- Le titulaire du poste devra être détenteur d'une habilitation secret défense
- Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts (DPI).

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+

Votre quotidien

Sous la responsabilité du Directeur général délégué du pôle recherche et référence et du Directeur général de l'Anses, et en étroite collaboration avec votre équipe, vous :

- Définissez les orientations scientifiques du LSAn et veillez à leur mise en œuvre en répondant aux enjeux de sécurité sanitaire, aux recommandations issues du process d'évaluation quinquennale des laboratoires de l'agence, des objectifs du Contrat d'objectif et de performance de l'agence signé avec les tutelles ministérielles en lien avec la direction générale et la direction de la stratégie et des programmes
- Managez les activités scientifiques du laboratoire en vous appuyant sur les chefs d'unités et de chefs de service (animation, encadrement y compris à distance, évaluations des chefs d'unité et de services et de vos adjoints, accompagnement et développement des compétences, etc.)
- Développez l'efficacité des équipes autour d'un projet commun visant leur cohésion, pour un laboratoire multi-site.
- Pilotez le fonctionnement administratif et financier du laboratoire avec l'appui de la directrice adjointe en charge des affaires générales
- Facilitez le développement de partenariats tant en interne (au sein du laboratoire et avec les autres entités de l'Agence) qu'en externe (aux niveaux régional, national, européen et international), pertinents pour la cohésion de l'agence, pour le développement des activités de recherche et pour l'efficience des travaux de référence analytique et de surveillance sanitaire.
- Proposez les moyens financiers et humains nécessaires à la bonne mise en œuvre des activités et vous vous assurerez d'une gestion rigoureuse en optimisant leur utilisation.
- Accompagnez et assurez la recherche de financements externes
- Veillez à la sécurité des installations dans le respect des réglementations et exigences applicables et à la mise en œuvre des mesures nécessaires à la protection des agents et de leurs conditions de travail.
- Proposez et mettez en œuvre les investissements immobiliers et scientifiques indispensables à l'évolution durable de la vie scientifique du laboratoire.
- Définissez et maintenez pour le laboratoire une politique qualité et un système de management de la qualité et des risques adaptés aux objectifs fixés.
- Contribuez à l'alerte et la veille sanitaires.
- Garantissez la qualité des relations avec les partenaires des unités mixtes de recherche abritées par le laboratoire (Inrae et EnvA).
- Membre du Codir de l'agence vous représentez le laboratoire et l'agence dans les différentes instances de gouvernance internes et externes et auprès de nos régions d'accueil, et contribuerez à son rayonnement

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.
Pour un poste de manager, c'est même « fédérer/emmener le collectif pour la réalisation de nos engagements »

Et pouvoir bénéficier :

- D'une politique de développement des compétences dynamique,
- De 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- De différents avantages (restaurant d'entreprise, RTT, offre d'activités *via* l'association du personnel).

Infos pratiques :

Le poste est basé à Maisons-Alfort Il serait logique de mentionner / rappeler que le labo est multi-site

Métro 8, « Ecole vétérinaire de Maisons-Alfort », RER D : station « Maisons-Alfort Alfortville », Bus 24, 103, 104, 107, 125, 181, Autoroute A4: Déplacements réguliers à prévoir sur le site normand du laboratoire situé à Dozulé.

Votre profil

- Bac + 5 minimum
- Expérience de 5 ans dans des fonctions similaires de pilotage d'une grande équipe de recherche ;
- Expérience en management d'équipe et gestion de projets scientifiques internes et externes, d'envergure nationale et internationale, y compris les techniques de management à distance.

Compétences

- Capacité et expérience solide à définir des orientations et mener une équipe de recherche sur des objectifs définis
- Maîtrise des techniques de management d'équipe et de conduite de changement, gestion de projets,
- Autonomie, sens de la rigueur, de l'organisation et de la planification,
- Capacité d'écoute et d'intégration des attentes des interlocuteurs ;
- Fortes aptitudes au dialogue avec des acteurs pluridisciplinaires;
- Connaissance de l'organisation et des mécanismes de financement de la recherche, y compris au niveau européen
- Connaissance et vision de la trajectoire des politiques publiques

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.
Rejoignez-nous !

*** En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir** une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents

Pour postuler :

Contact opérationnel

Nicolas Canivet - nicolas.canivet@anses.fr

Gilles Salvat – gilles.salvat@anses.fr

Adresser au plus tard **le 16/06/2023**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2023-110** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

L'Anses recrute
un/une Coordinateur d'expertises scientifiques sur les substances chimiques (évaluation des risques professionnels) (H/F)

Poste basé à Maisons-Alfort (94)

- Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation -

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

1400 collaborateurs | **16** sites en France | **9** laboratoires

Plus d'information sur notre page recrutement.

Vos missions

Sous l'autorité de la cheffe d'unité et de son adjointe, vous aurez pour mission d'évaluer les risques liés à l'utilisation des substances chimiques inscrites au programme de travail de l'unité, sur la base des données disponibles : littérature, rapports d'études, dossiers industriels…
Dans le cadre de ses activités, l'agent sera amené à traiter de diverses thématiques : évaluation des dangers de substances chimiques ou de procédés, évaluation des expositions professionnelles, documentation des usages des produits chimiques ainsi que des risques sanitaires pour les travailleurs. Vous participerez notamment aux expertises en vue de l'élaboration de tableaux de maladies professionnelles.

Votre équipe

La Direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, à la santé au travail, à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Au sein de cette direction, l'Unité d'évaluation des valeurs de référence et des risques liés aux substances chimiques (UEVRRiSC) conduit des expertises sur les dangers et les risques des substances chimiques. Elle a en charge l'élaboration de valeurs sanitaires de référence (VTR, VLEP, VLB/VBR, etc.). Elle conduit également des travaux d'évaluation des expositions et des risques sanitaires pour les travailleurs ou en lien avec des produits de consommation et collabore de manière transversale avec d'autres unités. L'UEVRRiSC est enfin impliquée dans des expertises et/ou projets nationaux et européens sur les thématiques décrites ci-dessus, dont le programme PARC, et peut être amenée à contribuer aux travaux règlementaires (CLP/REACH). Pour toutes ces missions, l'UEVRRiSC s'appuie sur différents collectifs d'experts spécialisés (CES) et est composée de 13 agents de formations variées.

Date de prise de fonctions :
Dès que possible

Rémunération :
Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :
Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*

Catégorie d'emploi :
Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A

Votre quotidien

- Conduire des analyses systématiques de la littérature sur des substances données,
- Analyser les données scientifiques et synthétiser les données disponibles sous forme d'un rapport rédigé en français et/ou en anglais et le discuter avec des collectifs d'experts,
- Animer et coordonner les réunions de collectifs d'experts de l'Anses,
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et à des projets scientifiques (rédaction de comptes rendus, planification de réunions de travail, gestion de projets),
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes et auprès de collectifs d'experts,
- Contribuer à la rédaction des conclusions de l'évaluation de l'Anses,
- Valoriser les travaux réalisés auprès d'instances nationales, européennes voire internationales (congrès, comités et/ou groupes d'experts européens),
- Assurer une veille bibliographique, scientifique et technique, dans son domaine de compétences.

Votre profil

- Formation et expérience requises :

Minimum Bac+3. Souhaité Bac +5 à Bac+ 8 – Master II ou DEA (toxicologie), hygiéniste du travail et de l'environnement, MASTER en hygiène du travail ou en hygiène sécurité environnement, ou évaluateur de risques sanitaires, docteur en toxicologie, en pharmacie ou en médecine vétérinaire.

Expérience appréciée en évaluation des expositions professionnelles
Expérience de la gestion de projets et/ ou de la conduite d'expertises.

- Compétences :
  - Connaissances approfondies en toxicologie, en caractérisation des dangers, en évaluation des risques sanitaires de substances chimiques
  - Connaissances en évaluation des expositions professionnelles
  - Connaissances réglementaires en santé au travail (notamment en prévention du risque chimique) et/ou dans le domaine des substances chimiques (REACH, CLP)
  - Aptitudes organisationnelles, rigueur et dynamisme
  - Capacité d'analyse, de synthèse
  - Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
  - Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe pluridisciplinaire
  - Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)
  - Maîtrise des outils informatiques bureautiques
  - Curiosité scientifique, esprit critique et ouverture d'esprit.

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- D'une politique de développement des compétences dynamique,
- De 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- De différents avantages (restaurant d'entreprise/ RTT, offre d'activités *via* l'association du personnel).

Infos pratiques :

- ***Le poste est basé à Maisons-Alfort***
  Métro 8, « Ecole vétérinaire de Maisons-Alfort», RER D : station « Maisons-Alfort Alfortville », Bus 24, 103, 104, 107, 125, 181, Autoroute A4

Pour postuler :

- ***Contact opérationnel***

  Dominique Brunet, Cheffe de l'unité UEVRRiSC (dominique.brunet@anses.fr)

  Adresser au plus tard **le 16/06/2023**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2023-113** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.
Rejoignez-nous !

* En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

L'Anses recrute un/une coordinateur/trice d'expertise en évaluation des risques sanitaires liés à l'air (H/F)

Poste basé à Maisons-Alfort (94)

- Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation -

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

1400 collaborateurs | **16** sites en France | **9** laboratoires

Plus d'information sur notre page recrutement.

Vos missions

Sous l'autorité de la cheffe d'unité, le/la coordinateur(trice) d'expertise scientifique a pour mission d'assurer la préparation et le suivi d'expertises collectives et des produits qui en sont issus, **dans le domaine de l'évaluation des risques liés à l'air**. Dans le cadre de ses activités, l'agent sera amené à traiter de diverses thématiques en lien avec les domaines de l'unité et à avoir un regard transversal sur les travaux de l'unité et de l'agence. Il est plus particulièrement attendu une implication et un suivi du Comité d'Experts Spécialisé « Evaluation des risques liés aux milieux aériens ».

Votre équipe

La Direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, à la santé au travail, à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Date de prise de fonctions :

Dès que possible

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A

Au sein de cette direction, l'Unité d'évaluation des risques liés à l'air (UERA) est chargée d'évaluer les risques sanitaires liés aux contaminants des milieux aériens (environnements extérieur et intérieur). Elle assure à cet égard, la coordination scientifique du Comité d'Experts Spécialisé « Evaluation des risques liés aux milieux aériens » ainsi que de plusieurs groupes de travail composés d'experts indépendants qui assistent l'agence dans la mise en œuvre de ses missions d'expertise. L'UERA pilote également la mise en œuvre, dans une approche transversale, de l'expertise préalable à la création ou la modification d'un tableau de maladie professionnelle récemment confiée à l'Anses. Elle contribue par ailleurs à des activités transversales sur les valeurs de référence dans le domaine de la santé environnement et de la santé au travail et participe à différents travaux scientifiques transversaux dont le partenariat européen PARC financé dans le cadre du programme-cadre Horizon Europe de l'Union européenne sur l'évaluation intégrée de l'exposition et du risque. Sous la responsabilité du chef d'unité, l'UERA comprend douze agents.

Votre quotidien

- Coordonner l'instruction ou contribuer à des réponses à des saisines et autosaisines ou à des appuis scientifiques et techniques,
- Animer des réunions de collectifs d'experts, notamment du comité d'experts spécialisé (CES), et apporter un appui scientifique,
- Contribuer au suivi des réunions des collectifs : planification, mise à disposition de documents, rédaction de compte-rendu…,
- Interagir avec les experts,
- Recenser et collecter des données bibliographiques,
- Manipuler, traiter des données scientifiques,
- Contribuer à la rédaction de rapports d'expertise et des avis de l'Agence,
- Participer à la restitution des travaux du(des) groupe(s) d'experts
- Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité, de la déontologie de l'expertise,
- S'impliquer dans les réflexions internes relatives à des évolutions méthodologiques, les partager, les décliner dans les expertises confiées si pertinent,
- Discerner les enjeux stratégiques d'une expertise, anticiper les problèmes pouvant survenir lors de l'instruction d'une saisine, identifier, les moyens, les compétences et les échanges nécessaires entre les collectifs d'experts pour y répondre,
- Exercer un regard critique sur la pertinence des rapports d'expertise, et être force de proposition pour améliorer la qualité de l'expertise,
- Représenter l'Agence auprès des tutelles et des parties prenantes.

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- D'une politique de développement des compétences dynamique,
- De 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- De différents avantages (restaurant d'entreprise/ RTT, offre d'activités *via* l'association du personnel).

Infos pratiques :

- ***Le poste est basé à Maisons-Alfort***
  Métro 8, « Ecole vétérinaire de Maisons-Alfort», RER D : station « Maisons-Alfort Alfortville », Bus 24, 103, 104, 107, 125, 181, Autoroute A4

Votre profil

- Formation et expérience requises :

Formation : Minimum Bac+5. Souhaité Bac+5 ou plus – Master II, ingénieur, doctorat : santé publique, évaluateur de risques sanitaires.

Expérience avérée d'une dizaine d'années dans le domaine de l'évaluation des risques sanitaires.

Expérience avérée en gestion de l'expertise collective et/ou dans la gestion de projets.

- Compétences :

- Connaissances du cadre réglementaire et institutionnel, au niveau français, européen et international, dans le domaine de l'évaluation des risques sanitaires
- Compétences scientifiques et techniques dans le domaine de l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS)
- Capacité à interagir avec les autres unités/entités de l'Agence sur les questions transversales
- Capacité à s'approprier et prendre en charge de nouvelles thématiques et méthodologies et les mettre en œuvre
- Aptitudes relationnelles et capacité pour le travail en équipe indispensables
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Aptitude organisationnelle, rigueur, autonomie et dynamique
- Force de proposition
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)

Pour postuler :

- ***Contact opérationnel***

Marion Keirsbulck, cheffe d'unité (marion.keirsbulck@anses.fr), Amandine Paillat, adjointe (amandine.paillat@anses.fr)

- Adresser au plus tard **le 16/06/2023,** lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2023-114** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique. Rejoignez-nous !

* En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents